

## VII. — RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA QUATRIEME COMMISSION<sup>1</sup>

### S O M M A I R E

Numéros des résolutions	Titres	Points de l'ordre du jour	Dates d'adoption	Pages
42/73	Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies (A/42/726) . . . . .	108	4 décembre 1987	249
42/74	Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Namibie et dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l' <i>apartheid</i> et la discrimination raciale en Afrique australe (A/42/639) . . . . .	109	4 décembre 1987	250
42/75	Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (A/42/727) . . . . .	110 et 12	4 décembre 1987	253
42/76	Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe (A/42/728) . . . . .	111	4 décembre 1987	256
42/77	Moyens d'étude et de formation offerts par les Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes (A/42/729) . . . . .	112	4 décembre 1987	257
42/78	Question du Sahara occidental (A/42/730) . . . . .	18	4 décembre 1987	257
42/79	Question de la Nouvelle-Calédonie (A/42/730) . . . . .	18	4 décembre 1987	258
42/80	Question d'Anguilla (A/42/730) . . . . .	18	4 décembre 1987	259
42/81	Question de Montserrat (A/42/730) . . . . .	18	4 décembre 1987	260
42/82	Question des îles Vierges britanniques (A/42/730) . . . . .	18	4 décembre 1987	261
42/83	Question des îles Turques et Caïques (A/42/730) . . . . .	18	4 décembre 1987	262
42/84	Question des Tokélaou (A/42/730) . . . . .	18	4 décembre 1987	263
42/85	Question des îles Caïmanes (A/42/730) . . . . .	18	4 décembre 1987	264
42/86	Question des Bermudes (A/42/730) . . . . .	18	4 décembre 1987	265
42/87	Question de Guam (A/42/730) . . . . .	18	4 décembre 1987	265
42/88	Question des Samoa américaines (A/42/730) . . . . .	18	4 décembre 1987	267
42/89	Question des îles Vierges américaines (A/42/730) . . . . .	18	4 décembre 1987	267

<sup>1</sup> Pour les décisions adoptées sur les rapports de la Quatrième Commission, voir sect. X.B.6.

#### 42/73. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux qui traite des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies<sup>2</sup>, ainsi que les mesures prises par le Comité à propos de ces renseignements,

*Ayant également examiné* le rapport du Secrétaire général sur cette question<sup>3</sup>,

*Rappelant* sa résolution 1970 (XVIII) du 16 décembre 1963, dans laquelle elle a prié le Comité spécial d'étudier

les renseignements communiqués au Secrétaire général en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte et d'en tenir pleinement compte lors de l'examen de la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960,

*Rappelant également* sa résolution 41/13 du 31 octobre 1986, dans laquelle elle a prié le Comité spécial de continuer à s'acquitter des fonctions qui lui ont été confiées aux termes de la résolution 1970 (XVIII),

*Notant avec préoccupation* que les documents de travail sur les territoires, établis par le Secrétariat à l'intention du Comité spécial, ne contiennent pas dans certains cas de renseignements adéquats et à jour, en raison dans une large mesure de la transmission tardive de renseignements au titre de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte,

1. *Approuve* le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux qui traite des renseigne-

<sup>2</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément n° 23 (A/42/23), chap. VII.

<sup>3</sup> A/42/577/Rev.1.

ments relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies;

2. *Réaffirme* que, en l'absence d'une décision de l'Assemblée générale elle-même établissant qu'un territoire non autonome s'administre complètement lui-même au sens du Chapitre XI de la Charte, la Puissance administrante intéressée devrait continuer de communiquer des renseignements en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte en ce qui concerne ce territoire;

3. *Prie* les puissances administrantes intéressées de continuer de communiquer au Secrétaire général les renseignements demandés à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, ainsi que des renseignements aussi complets que possible sur l'évolution politique et constitutionnelle dans les territoires en question, dans un délai maximal de six mois après l'expiration de l'exercice administratif dans ces territoires;

4. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que des renseignements adéquats soient puisés dans tous les textes parus disponibles lorsque le Secrétariat établit à l'intention du Comité spécial les documents de travail concernant les territoires intéressés;

5. *Prie* le Comité spécial de continuer à s'acquitter des fonctions qui lui ont été confiées aux termes de la résolution 1970 (XVIII) de l'Assemblée générale, conformément aux procédures établies, et de lui présenter un rapport à ce sujet lors de sa quarante-troisième session.

92<sup>e</sup> séance plénière  
4 décembre 1987

**42/74. Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Namibie et dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe**

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* la question intitulée « Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Namibie et dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe »;

*Ayant examiné* le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif à cette question<sup>4</sup>,

*Prenant en considération* les chapitres pertinents du rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie<sup>5</sup>,

*Rappelant* ses résolutions 1514 (XV) du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, 2621 (XXV) du 12 octobre 1970, contenant le programme d'action pour l'application intégrale de la Déclaration, 35/118 du 11 décembre 1980, en annexe à laquelle figure le Plan d'action

<sup>4</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément n° 23 (A/42/23), chap. IV.

<sup>5</sup> *Ibid.*, Supplément n° 24 (A/42/24), deuxième partie, chap. VII, et quatrième partie, chap. IV, sect. C.

pour l'application intégrale de la Déclaration, et 40/56 du 2 décembre 1985, relative au vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration, ainsi que toutes les autres résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à la question,

*Réaffirmant* l'obligation solennelle qu'ont les puissances administrantes, en vertu de la Charte des Nations Unies, d'encourager le progrès politique, économique et social ainsi que le développement de l'instruction des habitants des territoires qu'elles administrent et de protéger les ressources humaines et naturelles de ces territoires contre les abus,

*Réaffirmant* que toute activité économique ou autre qui entrave l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et fait obstacle aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe et dans d'autres territoires coloniaux constitue une violation directe des droits des habitants ainsi que des principes de la Charte et de toutes les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies,

*Réaffirmant* que les ressources naturelles de tous les territoires soumis à la domination coloniale et raciste sont le patrimoine des peuples de ces territoires et que l'exploitation et l'épuisement desdites ressources par des intérêts économiques étrangers, notamment en Namibie, en association avec le régime d'occupation sud-africain, constituent une violation directe des droits des peuples ainsi que des principes de la Charte et de toutes les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies,

*Ayant à l'esprit* les dispositions pertinentes du Document final de la Réunion ministérielle extraordinaire du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés sur la question de Namibie, tenue à New Delhi du 19 au 21 avril 1985<sup>6</sup>, des documents finals de la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Harare du 1<sup>er</sup> au 6 septembre 1986<sup>7</sup>, et des résolutions pertinentes adoptées par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa vingt-troisième session ordinaire, tenue à Addis-Abeba du 27 au 29 juillet 1987<sup>8</sup>,

*Tenant compte* des dispositions pertinentes des documents adoptés par la deuxième Conférence internationale sur la Namibie, tenue à Bruxelles du 5 au 7 mai 1986, la Conférence mondiale sur l'adoption de sanctions contre l'Afrique du Sud raciste<sup>9</sup>, la Conférence internationale pour l'indépendance immédiate de la Namibie<sup>10</sup>, le Séminaire de soutien à l'indépendance immédiate de la Namibie et à l'application effective de sanctions contre l'Afrique du Sud, tenu à Buenos Aires du 20 au 24 avril 1987<sup>11</sup>, ainsi que la Déclaration et le Programme d'action de Luanda adoptés par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie à sa réunion plénière extraordinaire, tenue à Luanda du 18 au 22 mai 1987<sup>12</sup>,

*Notant avec une vive inquiétude* que les puissances coloniales et certains Etats, par leurs activités dans les territoires coloniaux, continuent à faire fi des décisions prises par

<sup>6</sup> A/40/307-S/17184, annexe.

<sup>7</sup> A/41/697-S/18392, annexe.

<sup>8</sup> Voir A/42/699, annexe II.

<sup>9</sup> Voir *Rapport de la Conférence mondiale sur l'adoption de sanctions contre l'Afrique du Sud raciste*, Paris, 16-20 juin 1986 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.86.I.23), chap. IX.

<sup>10</sup> Voir *Rapport de la Conférence internationale pour l'indépendance immédiate de la Namibie*, Vienne, 7-11 juillet 1986 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.86.I.16 et additif), troisième partie.

<sup>11</sup> A/AC.131/245.

<sup>12</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément n° 24 (A/42/24), deuxième partie, chap. III, par. 203.